



Numéro PPQ/9296

lundi 9 février 2015

## Les grands titres:

- Au Soudan du Sud, la chef de l'humanitaire de l'ONU dresse un bilan désastreux de la situation
- A Dubaï, Ban Ki-moon souligne l'importance de gouvernements efficaces
- La chef-adjointe de l'humanitaire de l'ONU en visite en Centrafrique
- David Beckham lance avec l'UNICEF une nouvelle initiative pour protéger les enfants en danger
- A Riyad, Ban Ki-moon se réjouit de sa future coopération avec le nouveau Roi saoudien
- Nigéria : sur fond de report des scrutins, Ban Ki-moon appelle à la préparation de futures élections pacifiques
- Yémen : Ban Ki-moon salue la reprise des négociations pour surmonter l'impasse politique
- La FAO appelle à la vigilance dans les Balkans concernant la fièvre aphteuse
- Des attaques contre l'éducation des filles se produisent de plus en plus souvent, selon un rapport de l'ONU
- Le Quatuor appelle les pays arabes à soutenir une reprise des négociations entre Israël et la Palestine

## **Au Soudan du Sud, la chef de l'humanitaire de l'ONU dresse un bilan désastreux de la situation**



**9 février** - En visite au Soudan du Sud avec l'acteur américain Forest Whitaker, la chef de l'humanitaire de l'ONU, Valerie Amos, s'est inquiétée lundi de la situation humanitaire désastreuse dans le pays et a appelé la communauté internationale à redoubler d'efforts pour financer l'assistance d'urgence à la population en 2015.

« Je suis en visite au Soudan du Sud avec l'Envoyé spécial de l'UNESCO Forest Whitaker. Nous voulions vérifier de nos propres yeux les conséquences de la crise actuelle sur le quotidien des gens pris au piège par les combats », a déclaré Mme Amos lors d'une conférence de presse, à Juba, la capitale du Soudan du Sud.

« Les gens veulent désespérément la paix. Ils en ont assez de vivre dans la peur. Certains d'entre eux ont fui les conflits à de multiples reprises. Ils sont désormais épuisés. Ils manquent d'eau ; ils sont inquiets pour leurs enfants, qui ne sont pas scolarisés et risquent d'être enrôlés par des groupes armés. La violence sexuelle sévit. Tous veulent vivre en sécurité et dans la stabilité », a souligné la Secrétaire générale adjointe aux affaires humanitaires à Juba.

Rappelant que 2,5 millions de personnes dans le pays ont actuellement un besoin urgent d'assistance alimentaire, y compris des milliers d'enfants souffrant de malnutrition, Mme Amos a mis en garde les autorités du Soudan du Sud contre les conséquences désastreuses qu'aurait toute détérioration de la situation humanitaire dans le pays.

« Nous avons eu l'opportunité de nous entretenir de la situation humanitaire, économique et politique avec le Président Salva Kiir et ses ministres, et avons convenu de l'importance de mettre un terme à la violence, et de garantir une paix immédiate et durable », a-t-elle poursuivi.



La Secrétaire générale adjointe a par ailleurs rendu hommage aux 13 travailleurs humanitaires ayant trouvé la mort dans le pays depuis le début du conflit en décembre 2013. « Nombre d'entre eux font face à la menace constante d'enlèvement et ont été les témoins de pillages des fournitures et du matériel. Malgré cela, ils continuent à sauver des vies », a-t-elle ajouté.

Mme Amos a salué le fait que les organisations humanitaires aient porté assistance à environ 3,6 millions de personnes l'an dernier, grâce notamment à la générosité de la communauté internationale, qui a contribué à hauteur de 1,4 milliard de dollars au financement d'activités humanitaires.

« Nous devons maintenir ce soutien financier au Soudan du Sud », a déclaré la Secrétaire générale adjointe. « Cette année, les organisations humanitaires ont l'ambition d'aider 4,1 millions de personnes pour un coût de 1,8 milliard de dollars ».

## A Dubaï, Ban Ki-moon souligne l'importance de gouvernements efficaces



**9 février** - Lors d'un Sommet sur la gouvernance à Dubaï, aux Emirats Arabes Unis, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a souligné lundi combien il était important d'avoir des gouvernements efficaces qui travaillent pour le bien commun.

« Nous avons tous été choqués par le récent regain de terrorisme et d'extrémisme violent », a dit M. Ban dans un discours devant les participants de ce sommet. « Nous devons lutter contre la marginalisation et l'exclusion qui alimentent la radicalisation. Les dirigeants doivent écouter leurs peuples, en particulier les femmes qui ne sont pas traitées à égalité alors qu'elles représentent la moitié de la population mondiale ».

Selon le Secrétaire général, il ne s'agit pas seulement de gérer les situations de crise. « Les gens à travers le monde réclament plus que jamais davantage de transparence, de responsabilisation et de démocratie. Les gouvernements qui répondent à ces appels seront forts », a-t-il souligné.

Selon lui, « l'efficacité en matière de gouvernement est plus qu'une question de bon fonctionnement, cela exige des institutions publiques qui servent véritablement le bien commun ».

« Les gens ont besoin de gouvernements efficaces pour réaliser nos projets ambitieux pour un avenir plus durable », a encore dit Ban Ki-moon.

Le Secrétaire général a pris pour exemple l'e-gouvernance dans le nord de l'Europe ou la mobilisation de la jeunesse en Afrique australe.

« Il n'y a pas de solution unique pour tous, mais il y a des principes universels qui devraient guider chaque pays », a-t-il estimé. « Pour que les responsables rendent des comptes, nous avons besoin de l'état de droit et d'un accès à la justice pour tout le monde. Toutes les sociétés doivent combattre activement la corruption et les pots-de-vin. Les gens respectent les gouvernements qui punissent les responsables malhonnêtes pour les crimes qu'ils ont commis ».

« Améliorer la gouvernance n'est pas seulement une question d'efficacité, cela est indispensable pour l'équité, la justice et la stabilité », a encore dit Ban Ki-moon.

## La chef-adjointe de l'humanitaire de l'ONU en visite en Centrafrique



**9 février** - La chef-adjointe de l'humanitaire de l'ONU, Kyung-wha Kang, va effectuer, à partir de mardi, une visite en République centrafricaine et au Cameroun pour le faire le point sur la crise humanitaire dans ces pays et sur les efforts pour y remédier, a annoncé lundi le Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA).

Mme Kang effectuera cette visite avec le Rapporteur spécial sur les droits de l'homme des personnes déplacées, Dr Chaloka Beyani, et le Directeur des opérations de l'Office d'aide humanitaire de la Commission européenne (ECHO), Jean-Louis Brouwer.

La délégation doit visiter des sites de déplacés et y rencontrer des familles. Elle va aussi rencontrer de hauts responsables du gouvernement, des représentants de l'ONU et d'ONG, des chefs religieux et des donateurs.

« La situation en République centrafricaine constitue toujours une crise humanitaire profonde : quelque 2,7 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire immédiate, 423.000 personnes ont fui vers les pays voisins à la recherche de sécurité, alors que des informations font état de la poursuite d'atrocités et d'attaques contre les civils et les travailleurs humanitaires », a souligné OCHA dans un communiqué de presse.

Au Cameroun, qui accueille actuellement plus de 280.000 personnes ayant fui les conflits dans les pays voisins, en particulier en République centrafricaine et au Nigéria, l'inquiétude porte en particulier sur la sécurité alimentaire de millions de personnes dans l'extrême nord du pays.

La visite de Mme Kang dans ce pays vise à sensibiliser à la situation humanitaire et à discuter comment améliorer l'aide apportée aux personnes vulnérables affectées par ces crises avec le gouvernement et les partenaires internationaux.

## David Beckham lance avec l'UNICEF une nouvelle initiative pour protéger les enfants en danger



**9 février** - La star internationale de football à la retraite et ambassadeur de bonne volonté du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), David Beckham, a annoncé lundi une nouvelle initiative de collecte de fonds, lancée en tandem avec l'agence de l'ONU, dont l'objectif sera de protéger des millions d'enfants à travers le monde contre les dangers croissants auxquels ils font face.

« Les enfants n'ont jamais eu autant besoin d'aide qu'aujourd'hui, et depuis que j'ai pris ma retraite, j'ai plus de temps et je veux faire bien davantage », a déclaré M. Beckham durant une conférence de presse à Londres, en Angleterre, marquant le lancement de l'initiative « 7: le fonds de David Beckham pour l'UNICEF ».

La création de ce nouveau fonds dédié aux enfants du monde en situation de danger intervient alors que l'ex-joueur de Manchester et du Real Madrid fête cette année son dixième anniversaire en tant qu'ambassadeur de bonne volonté pour l'UNICEF.

« J'entends par là renforcer mon soutien – parce que je le peux, parce que je le souhaite, parce que le résultat aidera à changer la vie de millions d'enfants », a-t-il poursuivi. « Tout ce que j'ai accompli, ma carrière de footballeur, ma famille, m'a conduit jusqu'ici – c'est le moment pour moi de faire ce que je peux pour aider les enfants du monde entier ; quelque chose dont je souhaite que mes propres enfants seront fiers ».

Selon l'UNICEF, la dernière initiative de M. Beckham fait suite à l'une des années les plus dévastatrices pour les enfants dans l'histoire récente.

En 2014, plus de 15 millions d'enfants ont subi les violences extrêmes des conflits, des millions d'autres ont été frappés par des catastrophes naturelles et des milliers sont devenus orphelins suite à l'épidémie dévastatrice d'Ebola en Afrique de l'Ouest. Outre ces situations d'urgence, 168 millions d'enfants à travers le monde ont été victimes de travaux forcés, de violences sexuelles, de la traite ou de mutilations génitales féminines.

« Au cours des années à venir, je vais m'employer avec l'UNICEF à lever des millions de dollars et à donner ma voix aux enfants partout dans le monde », a affirmé l'ambassadeur de bonne volonté, dont l'objectif est d'organiser de nombreuses campagnes de financement ainsi que de voyager afin de sensibiliser les dirigeants mondiaux à la cause des enfants.

Selon l'UNICEF, l'initiative 7, en l'honneur du numéro fétiche de l'ancien joueur – celui qu'il portait lorsqu'il jouait pour le club de Manchester United et lors de ses diverses sélections en équipe d'Angleterre – pourrait permettre de lever des fonds pour procurer des services de protection aux enfants du Salvador, le pays comptant le taux d'homicides parmi les enfants le plus élevé du monde ; fournir des pompes à eau aux communautés du Burkina Faso, où un décès d'enfant sur cinq est dû à la diarrhée causée par la qualité des eaux ; ou aider les mères qui allaitent leurs enfants en Papouasie-Nouvelle-Guinée, où la malnutrition est responsable de retards de croissance chez près de la moitié des enfants de moins de cinq ans.

## A Riyad, Ban Ki-moon se réjouit de sa future coopération avec le nouveau Roi saoudien



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon (au centre), se réunit à Riyad avec le Roi Salmane ben Abdelaziz al-Saoud (à droite). Février 2015. Photo: ONU/Mark Garten

**8 février** - Lors d'une visite en Arabie saoudite, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a rendu hommage dimanche au défunt Roi du pays, Abdallah ben Abdulaziz Al-Saoud, et s'est réjoui de poursuivre « la coopération fructueuse » entre l'Organisation et le nouveau Roi, Salmane ben Abdelaziz al-Saoud.

En déplacement à Riyad, la capitale saoudienne, le chef de l'ONU s'est entretenu avec le Roi Salmane sur un certain nombre de sujets, y compris le développement durable, le changement climatique, la sécurité régionale, la situation au Yémen et la lutte contre le terrorisme.

Dans une série de remarques livrées suite à leur entrevue, M. Ban s'est dit « profondément préoccupé » par les crimes épouvantables qui continuent d'être commis en Syrie par les différentes parties, tout en saluant l'engagement renouvelé de l'Arabie saoudite et de la communauté internationale en faveur d'une solution politique au conflit.

« Parallèlement, nous devons de toute urgence faire davantage pour les nombreuses personnes qui souffrent », a-t-il déclaré, se félicitant du futur Sommet humanitaire organisé par le Koweït, le 31 mars prochain, qui permettra de lever des fonds pour le peuple syrien et les pays voisins touchés par le conflit.

M. Ban a par ailleurs salué la réouverture de l'ambassade d'Arabie saoudite à Bagdad et l'établissement d'un consulat à Erbil, dans le Kurdistan iraquien. Il a émis le souhait que cette évolution contribue à approfondir la coopération entre les deux pays, en particulier sur la question de la lutte contre le terrorisme.

« L'ONU se tient prête à aider la région afin d'élaborer une réponse globale et collective à la menace représentée par Daesh [l'Etat islamique d'Iraq et du Levant #EIL#] », a ajouté le Secrétaire général, tout en remerciant l'Arabie Saoudite pour son soutien dans la lutte contre le terrorisme.

« Nous avons convenu que tout doit être fait pour entraver le terrorisme, aussi bien au Yémen que s'agissant de Daesh », a insisté M. Ban, revenant sur sa discussion avec le Roi Salmane.

Outre le Yémen, les deux leaders ont également abordé la question de la « situation désastreuse » des habitants de Gaza et leur besoin urgent d'assistance. Sur ce point, le Secrétaire général s'est félicité de la réaffirmation par le Roi de son appui à l'Initiative de paix arabe.

Tout en espérant continuer à coopérer étroitement avec le pays afin de relever les nombreux défis auxquels font face la région et le monde, M. Ban a souligné que des progrès devaient être faits concernant la protection des droits de l'homme, y compris la protection des droits des femmes et des libertés fondamentales de tous les individus.

Lors de sa visite, M. Ban a également rencontré plusieurs autres hauts responsables saoudiens, dont le Ministre du pétrole et des ressources minérales et le Ministre des affaires étrangères, ainsi que le Secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe #CCG#.

## **Nigéria : sur fond de report des scrutins, Ban Ki-moon appelle à la préparation de futures élections pacifiques**



**8 février** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a pris acte dimanche de la décision de la Commission électorale indépendante nigériane de reporter les élections du pays, initialement prévues le 14 février 2015.

S'exprimant dans un communiqué de presse par l'intermédiaire de son porte-parole, le Secrétaire général, actuellement en visite dans la capitale saoudienne, a exhorté les instances électorales du Nigéria à prendre toutes les mesures nécessaires, telles que la distribution rapide des cartes d'électeur restantes, afin de permettre à l'ensemble des citoyens nigériens en droit de voter de le faire, y compris les personnes déplacées.

« Cela est indispensable pour garantir une élection crédible, libre et transparente », a déclaré le chef de l'ONU, qui s'est entretenu ces derniers jours par téléphone avec le Président nigérian sortant, Goodluck Jonathan, et le candidat de l'opposition, Muhammadu Buhari.

Lors de ces conversations, M. Ban a appelé les deux futurs candidats à respecter l'Accord d'Abuja les engageant à la non-violence, à la paix et à la tolérance durant les élections.

Le Secrétaire général a déclaré attendre des autorités du Nigeria qu'elles garantissent l'organisation d'une élection pacifique et établissent des mesures de sécurité adéquates afin que les citoyens du pays soient en mesure d'exercer leur devoir civique en toute sécurité et sans crainte.

M. Ban a espéré que les prochaines élections sauront répondre aux attentes élevées des Nigériens et de la communauté internationale.

« Le bon déroulement des scrutins renforcerait la démocratie nigériane et permettrait au pays de continuer à jouer un rôle de premier plan dans la promotion de la paix et la sécurité régionales », a souligné le Secrétaire général.



## Yémen : Ban Ki-moon salue la reprise des négociations pour surmonter l'impasse politique



**9 février** - Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a salué l'annonce de la reprise des négociations sous l'égide de l'ONU entre les différentes parties au Yémen, le lundi 9 février.

A l'initiative du Conseiller spécial du Secrétaire général pour le Yémen, Jamal Benomar, les différents partis et formations politiques yéménites devaient s'asseoir une nouvelle fois à la table des négociations lundi pour tenter de se mettre d'accord sur une façon pacifique de diriger le pays en cette période troublée, a précisé le porte-parole du Secrétaire général dans un communiqué de presse publié dimanche soir.

« Le Secrétaire général réitère le plein engagement des Nations Unies à aider les Yéménites à trouver une solution consensuelle à l'impasse politique actuelle », a ajouté le porte-parole. « Il exhorte toutes les parties à se résoudre à mener à bien la transition politique telle que définie dans le mécanisme de mise en œuvre de l'Initiative du Conseil de coopération du Golfe, les principes résultant de la Conférence de dialogue national et l'Accord de paix et de partenariat national ».

Le chef de l'ONU a également appelé toutes les parties à négocier de bonne foi et dans un esprit de compromis, ainsi qu'à coopérer pleinement avec M. Benomar, envers qui il a réaffirmé son soutien et sa confiance.

## La FAO appelle à la vigilance dans les Balkans concernant la fièvre aphteuse



Bétail, bovins et vaches. Photo: FAO/Giuseppe Bizzarri

**9 février** - L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Union européenne ont intensifié leurs efforts pour aider les pays européens, notamment ceux des Balkans, à se préparer à affronter d'éventuels foyers de fièvre aphteuse, une maladie mortelle qui frappe les bovins, les moutons, les chèvres et d'autres animaux.

La Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse (EuFMD), dont le secrétariat se trouve au siège de la FAO à Rome, gère un vaste programme visant à renforcer la capacité des services vétérinaires en Europe, car même si un foyer de fièvre aphteuse venait à se produire dans un seul pays, il pourrait avoir de lourdes conséquences économiques pour l'Europe tout entière.

Bien qu'elle ne représente pas une menace pour la santé humaine, la maladie provoque d'importantes pertes de production et constitue une contrainte majeure pour le commerce international. Elle peut également avoir un impact sur les activités rurales telles que le tourisme. En 2001, une épidémie de fièvre aphteuse au Royaume-Uni a coûté au pays 16 milliards de dollars et entraîné l'abattage de 10 millions de moutons et de bovins pour stopper la propagation du virus.

Au cours des dernières années, la EuFMD a formé environ 500 vétérinaires européens en matière d'intervention immédiate et mise en place des sessions de formation de vétérinaires urgentistes capables d'intervenir dans les situations de crise. Elle a également constitué un réseau permettant à ses Etats membres de lancer des plans d'intervention d'urgence et de disposer d'une banque de connaissances pour partager leurs expériences et améliorer les exercices de simulation.

La fièvre aphteuse est une maladie virale fortement contagieuse des animaux à sabots fendus (ongulés), comme les bovins, les buffles, les porcs, les moutons, les chèvres et les cervidés. Alors que les Etats membres de l'UE en sont exempts, le virus circule actuellement dans certaines parties du voisinage européen et dans une centaine de pays en Afrique, au Moyen-Orient, dans de grandes parties de l'Eurasie et certaines régions d'Amérique du Sud.

Presque tous les ans, plus de 40 pays déclarent des épidémies de fièvre aphteuse et quelques transferts spectaculaires de souches de virus se sont récemment produits entre des continents, affectant le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

La Commission européenne de lutte contre la fièvre aphteuse accorde une attention particulière à la région des Balkans – qui comprend à la fois des pays membres et des pays non membres de l'UE – et qui est située géographiquement à la lisière de pays infectés plus au sud et à l'est.

La Commission aide les pays à élaborer et à tester des plans d'urgence pour répondre rapidement aux foyers de maladie avant que le virus ne se propage à des troupeaux voisins ou plus loin lors du transport du bétail vers les marchés. Dans tout effort visant à arrêter la propagation de la maladie, la coopération entre pays voisins est cruciale.

De tels plans d'urgence ont été récemment testés en Bulgarie, Serbie et dans l'ex-République yougoslave de Macédoine où les services vétérinaires gouvernementaux ont pris part à la simulation assistée par ordinateur d'une apparition simultanée de foyers de fièvre aphteuse dans ces trois pays. D'autres pays de la région des Balkans et la Grèce ont pris part en qualité d'observateurs.

« L'exercice de simulation dans les Balkans était important pour les pays concernés, car il constituait un premier test de leur état de préparation depuis la dernière crise majeure survenue dans la région en 2011. A l'époque, la Bulgarie a dû lutter contre l'épidémie qui s'était déclarée à la fois chez les animaux sauvages et les animaux domestiques », a déclaré Keith Sumption, Secrétaire exécutif de la Commission a fait remarquer l'expert de la FAO. Un deuxième exercice de simulation multi-pays est prévu dans les Balkans en juillet 2015. Il intégrera les enseignements tirés du récent exercice et inclura des interventions sur le terrain.

## Des attaques contre l'éducation des filles se produisent de plus en plus souvent, selon un rapport de l'ONU



Photo: ONU/Shareef Sarhan

**9 février** - Des attaques contre des écoles ont été recensées dans au moins 70 pays au cours des cinq dernières années et nombre d'entre elles ont visé en particulier des filles, leurs familles et les enseignants plaidant pour l'égalité des sexes en matière d'éducation, selon un nouveau rapport des Nations Unies publié lundi.

« Bien que des progrès importants aient été réalisés pour garantir l'éducation pour tous dans de nombreux pays, les filles se heurtent encore à des obstacles supplémentaires leur empêchant de jouir pleinement de leur droit à l'éducation », souligne le rapport publié par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH). « Les attaques contre les filles accédant à l'éducation persistent et semblent se produire dans certains pays avec une régularité croissante ».

Le rapport cite ainsi le meurtre de plus de 100 enfants lors d'une attaque par des Taliban pakistanais contre une école de l'armée à Peshawar en décembre 2014 ; l'enlèvement de près de 300 écolières en avril 2014 par le groupe Boko Haram dans le nord du Nigéria ; l'attaque en 2012 contre Malala Yousafzai par des Taliban au Pakistan ; plusieurs incidents d'empoisonnement et d'attaques à l'acide contre des écolières en Afghanistan entre 2012 et 2014 ; des filles forcées d'abandonner l'école en Somalie pour devenir des 'épouses' de combattants d'Al-Shabaab en 2010 ; et l'enlèvement et le viol de filles dans une école chrétienne en Inde en juillet 2013.

Dans d'autres situations, les attaques ne sont pas motivées par le désir explicite de refuser aux filles une éducation mais reflètent la violence subie par les filles et les femmes dans tous les domaines de leur vie publique et privée, note le rapport.

« Des attaques impliquant des violences sexuelles contre des enseignants et des filles dans des établissements d'enseignement ou lors du trajet pour s'y rendre ont été signalés en République démocratique du Congo, au El Salvador, en Haïti, en Indonésie, en Iraq, au Mali, au Myanmar, aux Philippines et en Syrie », souligne le rapport.

« Les attaques contre l'éducation des filles ont un effet de ricochet. Non seulement, elles ont un impact sur la vie des filles et des communautés directement concernées, mais elles donnent le sentiment aux autres parents

et aux tuteurs que les écoles ne sont pas des lieux sûrs pour les filles », ajoute le HCDH. « Le retrait des filles des écoles en raison de craintes pour leur sécurité et de préoccupations concernant leur capacité à se marier plus tard peut entraîner de nouvelles violations des droits humains tels que les mariages forcés, la violence domestique, les grossesses précoces, l'exposition à d'autres pratiques néfastes, la traite et l'exploitation sexuelle ».

## Le Quatuor appelle les pays arabes à soutenir une reprise des négociations entre Israël et la Palestine



**9 février** - Réunis le dimanche 8 février à Munich, en Allemagne, les membres du Quatuor sur le Moyen-Orient ont souligné la nécessité pour les parties au conflit israélo-palestinien de reprendre les négociations dans les plus brefs délais, en vue de parvenir à un accord de paix juste, durable et global.

Le Quatuor sur le Moyen-Orient est un groupe composé des Etats-Unis, de l'Union européenne, de la Russie et des Nations Unies, jouant un rôle de médiation entre Israéliens et Palestiniens. Ses représentants actuels sont le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, John Kerry, le Haut-Représentant de l'Union européenne pour la politique étrangère et de sécurité commune, Federica Mogherini, le Ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, et le Vice-Secrétaire général de l'ONU, M. Jan Eliasson, en sa qualité de représentant du Secrétaire général de l'Organisation, Ban Ki-Moon.

« Une paix durable exige que les aspirations des Palestiniens à l'indépendance et à la souveraineté étatiques d'une part, et celles des Israéliens en matière de sécurité d'autre part, soient satisfaites via la conduite de négociations basées sur le principe de la solution des deux Etats », ont déclaré les membres du Quatuor à la suite de leur réunion dans un communiqué de presse.

A cette fin, le Quatuor a rappelé l'importance de l'Initiative de paix arabe et le rôle essentiel que sont amenés à jouer les pays partenaires arabes dans la résolution du conflit. Le Quatuor a annoncé sa volonté de ne pas ménager ses efforts en vue de préparer le terrain à une reprise du processus de paix durant la période à venir, y compris au moyen d'une politique de sensibilisation active et directe auprès des Etats arabes.

En attendant la reprise des négociations, le Quatuor a appelé les deux parties au conflit à s'abstenir de toute action susceptible d'entamer plus avant la confiance qu'elles se vouent mutuellement.

Tout en soulignant la nécessité de veiller au renforcement des institutions palestiniennes et à la résolution des problèmes financiers et budgétaires chroniques rencontrés par les Palestiniens, le Quatuor s'est dit « profondément préoccupé » par la situation actuelle à Gaza, où « le rythme de la reconstruction doit être accéléré pour répondre aux besoins fondamentaux de la population palestinienne et assurer la stabilité ».

A ce titre, les représentants du Quatuor ont souligné que le financement des pays donateurs était essentiel, les exhortant à verser le plus vite possible leurs engagements financiers pris en octobre 2014 à la Conférence du Caire, y compris pour le financement des agences de l'ONU opérant à Gaza.

Enfin, les responsables du Quatuor ont exprimé leur « profonde gratitude pour le travail inlassable » accompli par le Coordonnateur spécial sortant des Nations Unies pour le processus de paix au Moyen-Orient, Robert Serry, remplacé le 5 février dernier par Nickolay Mladenov, de la Bulgarie.